



Le contexte

Contestation. L'Égypte est en proie à un mouvement de contestation populaire sans précédent de son régime. Depuis plusieurs jours, des manifestants réclament le départ du président Hosni Moubarak, 82 ans, au pouvoir depuis 30 ans. Un scénario qui rappelle ce qui vient de se dérouler en Tunisie. La comparaison s'arrête pourtant là. L'Égypte a une tout autre stature internationale et Moubarak n'est pas un dictateur mais un dirigeant autoritaire. Les islamistes des Frères musulmans y sont en embuscade. En cas d'élections libres, en l'absence d'autres formations de poids, ils risquent bien d'accéder au pouvoir.

Y a-t-il une menace islamiste en Egypte ?

Antoine Basbous

Directeur de l'Observatoire des pays arabes (OPA), à Paris.

Politologue et spécialiste du monde arabe, de l'islam et du terrorisme islamiste

→ <http://www.opa-conseils.fr/>

Brigitte Maréchal

Professeur à l'UCL. Directrice du Cismoc (Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain)

► Si Moubarak tombe, l'armée devrait être le filet de sécurité. En cas d'élections libres, les Frères musulmans sont susceptibles de l'emporter. Ils veulent islamiser davantage la société et risquent de remettre en cause les alliances internationales de l'Égypte.



La contestation du régime égyptien est-elle similaire au cas tunisien ?

La comparaison entre les deux pays n'est pas raisonnable. Ben Ali n'avait laissé aucune respiration au pays. Donc, la marmite a explosé d'un coup. En Égypte, il y a de rares espaces de respiration qui donnent à la marmite des soupapes de sécurité: on peut manifester dans certaines limites, écrire, twitter, plaisanter sur le gouvernement, sur le président et sa famille. Il y a aussi une multiplicité des centres de pouvoir, contrairement au régime de Ben Ali qui gouvernait seul. Moubarak a aussi une légitimité que n'avait pas Ben Ali. Il a fait la guerre de 1973, il a été nommé vice-président sous Sadate. Evidemment, il a trafiqué les élections comme Ben Ali, il est usé jusqu'à la corde, encore plus que Ben Ali. Et les Égyptiens sont plus mal lotis que les Tunisiens. En revanche, l'arrogance de la corruption de Ben Ali était beaucoup plus visible que la corruption en Égypte. En outre, l'image de l'Égypte sur la scène internationale est d'une autre dimension que celle de la Tunisie. En lisant les notes de WikiLeaks, on s'aperçoit à quel point Ben Ali était pourri, haï, détestable. La Tunisie de Ben Ali était introvertie alors que l'Égypte de Moubarak a une stature régionale, voire internationale. L'Égypte compte une population huit fois et demie plus importante que la Tunisie, c'est le plus grand pays du monde arabe par sa population. Elle contrôle le canal de Suez, indispensable en temps de paix comme en temps de guerre. Elle est extrêmement impliquée dans la paix à travers Camp David et les processus qu'elle a parrainés jusqu'ici. Elle est aussi impliquée dans l'endigement de l'influence iranienne dans la région, ce dont les pays occidentaux sont bien conscients.

Le président Moubarak pourrait-il se retirer ?

Le terme de son mandat est en septembre 2011. L'important, c'est de l'accompagner dans l'accomplissement de réformes. Mais pas selon un rythme oriental, il faudrait que les réformes se fassent à un rythme occidental pour qu'il y ait une transition rapide et efficace. Moubarak est usé mais le régime reste solide. Et il faut qu'il soit conscient qu'il se trouve à un tournant. Ou bien il s'obstine, auquel cas le coût sera très élevée et l'armée jouera le rôle d'arbitre, expliquera à Moubarak qu'il doit se retirer à la fin de son mandat, ou même avant, et à ce moment elle prendra les choses en main; ou bien Moubarak comprend la situation de lui-même et met en place des réformes accélérées qui correspondent à l'attente du pays.

Tunisie, Égypte, Algérie, Yémen... Il y a un mouvement de contamination dans le monde arabe.

Il y a un dénominateur commun: la colère et le désespoir des peuples, et une contamination, c'est indéniable. Mais ces mouvements n'auront pas tous les mêmes effets, les mêmes parcours. Il y a un effet d'entraînement. Le cas tunisien sert d'inspiration. Chaque pays a sa propre configuration. Au Yémen, il y a trois conflits qui n'ont rien à voir avec les situations tunisienne ou égyptienne. En plus, il y a la pauvreté de la population et des ressources, ainsi que l'extrême usure du pouvoir. Tout cela fait un cocktail explosif. En fait, tous ces peuples ont envie de renverser ces dirigeants qui sont au pouvoir depuis des décennies. Ils en ont assez. Ces peuples voient que ces gens, une fois installés, n'ont d'autre souci que la sanctuarisation de leur régime. Ils ne supportent plus cela. Et maintenant qu'ils voient que la rue peut jouer un rôle, ils aimeraient rééditer l'exploit tunisien.

Y a-t-il selon vous un risque islamiste en Égypte, ou simplement un risque d'islamisation de la société, dans ou après la période de transition politique qui s'annonce? Comment pourraient se comporter les Frères musulmans dans ce cas de figure?

Si Moubarak tombe, l'armée va tenter de jouer le rôle de filet de sécurité pour garder sa prépondérance. Mais en cas d'élections libres, et dans la mesure où aucune formation politique n'a été autorisée pour rivaliser avec le parti du président, les Frères musulmans, qui ont vu le jour en Égypte en 1928, sont susceptibles de l'emporter. Leur direction actuelle est issue de la vieille garde rigide des Frères musulmans. Elle a écarté la jeune garde et n'a rien de modéré.

Comment les Frères pourraient-ils se comporter au pouvoir?

Ils ne reconnaissent pas aux coptes égyptiens l'égalité dans la citoyenneté avec les musulmans. Ils veulent islamiser davantage la société et risquent de remettre en cause les alliances internationales de l'Égypte, notamment avec les États-Unis, comme ils risquent de dénoncer les accords de Camp David signés en 1979 avec Israël. Ils appliqueront leur programme sur une base bien islamiste, en conformité avec leurs principes dans un pays où, déjà, il existe peu de séparation entre le pouvoir politique et la religion.

Entretien : Vincent Braun

► Les Frères musulmans jouent déjà un rôle important dans la société égyptienne car ils travaillent au bien-être social de la population. Ils font partie de l'élite intellectuelle du pays.



Existe-t-il une possibilité de voir le régime égyptien s'effondrer, à l'image de ce qui s'est passé en Tunisie ?

Les événements pourraient s'enchaîner de manière similaire. Certains facteurs sont semblables. Par exemple la pauvreté de la population, le manque de perspectives en termes d'emploi. Également, la nature du régime, qui tend à s'instaurer comme dynastique, et la manière dont les deux pouvoirs ont traité leur opposition. Leurs rapports privilégiés à l'Occident aussi. Mais il faut prendre en compte aussi la taille des populations (huit fois plus importante en Égypte) et la nature moins homogène de la société égyptienne, notamment les malaises entre les coptes et les musulmans.

Une alternative démocratique est-elle possible ?

Toutes les tentatives de constituer une société civile ont été étouffées dans l'œuf. Ces dernières années, il y a eu des manifestations, mais sans effet jusqu'ici. La situation est cependant différente de la Tunisie où le régime avait adopté une attitude plus dure à l'égard des islamistes. En Égypte, l'opposition islamiste a pu rester au pays. Les Frères musulmans souhaitent d'ailleurs jouer le jeu démocratique. Mais ils ont été chaque fois refoulés en dépit de l'expression de leur bonne volonté. Ils veulent constituer une sorte d'alternative au pouvoir, mais le régime est tel qu'ils n'ont jamais réussi à peser sur les

Ils veulent constituer une sorte d'alternative au pouvoir, mais le régime est tel qu'ils n'ont jamais réussi à peser sur les débats.

débats.

Si le régime s'écroulait, pourraient-ils prendre sa place ?

Ils jouent déjà un rôle important dans la société égyptienne car ils travaillent au bien-être social de la population. Les Frères musulmans font partie de l'élite intellectuelle du pays. On y trouve de nombreux médecins, avocats, ingénieurs. Ils construisent des écoles, des hôpitaux. Lors de mes recherches doctorales sur les Frères européens, j'avais pu constater qu'ils étaient assez populaires en Égypte, au début des années 2000.

Ont-ils un modèle dans le monde musulman ?

Il est certain que le très grand rôle que joue l'AKP qui gère l'État turc est un modèle pour beaucoup d'islamistes, et donc pour les Frères musulmans en Égypte. L'AKP a montré qu'il était possible de gérer un pays de manière modérée.

Vous ne diriez donc pas qu'il y a une "menace" islamiste en Égypte ?

Pas vraiment, même si le rôle public des Frères égyptiens serait vraisemblablement voué à être plus important en Égypte qu'en Tunisie. Toutes les années de mise au ban, et leurs expériences de terrain ont progressivement modifié leur pensée. On peut dire que l'expérience de l'exil en Europe pour certains leaders a également pu influencer leurs conceptions de l'Occident et de ses valeurs. Depuis les années 30, il y a eu des dérives mais aussi des évolutions. Ils veulent une réforme de l'individu, puis de la société. Mais il n'est pas question pour eux d'imposer quelque chose à la population sans que celle-ci ne le souhaite.

Il n'y a pas de danger intégriste ?

Le principe du caractère englobant de l'islam demeure. Mais leurs conceptions du pouvoir et de l'État se sont modifiées, au point de ne plus nécessairement apparaître antagonistes aux conceptions démocratiques.

Entretien : Jean-Paul Duchâteau